Mardi 3 octobre 1978 – No 942

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Solidarité avec les grévistes de la SNCF

DEPUIS dimanche matin, les travailleurs de la SNCF ont commencé à se mettre en grève, les roulants les premiers. En toile de fond de ce mouvement très suivi, les six mille suppressions d'emploi prévues cette année par le plan Guillaumat. A l'Éducation nationale aussi les grèves, les occupations d'école continuent. De la même façon que dans maintes écoles parents et enseignants s'unissent, les usagers et les grévistes de la SNCF doivent s'unir contre la politique du gouvernement.

(Voir articles page 3)

Le 18e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchéa (Cambodge) s'est déroulé avec un plein succès à Paris

Voir articles pages 3 et 4

La République populaire de Chine a 29 ans

Il y a vingt-neuf ans, le peuple chinois, sous la conduite de son Parti communiste, dirigé par Mao Tsé-toung, remportait la victoire sur l'impérialisme, les propriétaires fonciers et les capitalistes bureaucratiques qui l'avaient opprimé d'une façon si cruelle. Le premier octobre 1949 était fondée la République populaire de Chine.

Cette victoire de la première révolution de démocratie nouvelle allait permettre à la Chine, pays du tiers monde opprimé par l'impérialisme depuis plus d'un siècle, de passer directement à l'étape de l'édification du socialisme.

Cela ne signifiait pas qu'allait cesser pour autant la lutte de classe en Chine, ainsi que la lutte de classe au sein du Parti communiste chinois pour élaborer et appliquer une juste ligne permettant de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat et d'édifier une Chine socialiste. Simplement, comme l'indiqua le président Mao, c'est la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat qui était devenue, désormais, principale en Chine. Dans un discours prononcé en 1957 et connu depuis sous le nom « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » il déclarera d'ailleurs : *« La lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. »*

Dès la fondation de la République populaire de Chine, le président Mao s'attache ainsi à diriger la continuation de la lutte de classe sous la dictature du prolétariat en la liant étroitement à l'édification du socialisme, indispensable pour améliorer le bien-être du peuple, consolider la base économique du socialisme, permettre à la Chine de résister face à l'impérialisme tout en aidant davantage la lutte des autres peuples et pays.

Les prévisions de Mao Tsé-toung sur la possibilité de périodes de lutte de classe très aiguë se confirmèrent de son vivant même. La restauration du capitalisme en URSS avec l'avénement de Krouchtchev encouragea en effet tous les tenants de la ligne bourgeoise au sein du PCC qui se livrèrent dès lors à des tentatives multiformes pour prendre le pouvoir. C'est alors le président Mao en personne qui déclencha la grande Révolution culturelle prolétarienne pour mobiliser les masses contre les quartiers généraux bourgeois qui se formaient à la direction même du Parti communiste pour tenter d'usurper le pouvoir.

(Suite à la page 5)

Grève générale en Iran

A l'appel de l'ensemble de l'opposition une grève générale était appelée pour le 30 septembre à Téhéran et dans plusieurs autres grandes villes. Suivis pratiquement à 100 %, ces mouvements ont montré que le désir de lutte était plus fort que la répression en Iran.

Malgré l'interdiction formelle, une manifestation s'est déroulée dans le quartier de l'avenue Chahnaz à Téhéran. L'armée a tiré mais on ignore actuellement s'il y a des victimes.

Dans le sud du pays d'autre part, 30 000 ouvriers du pétrole sont en grève depuis quinze jours pour protester contre la répression qui s'est abattue contre certains de leurs camarades suite aux récents mouvements. Dans les prisons, une grève de la faim a été entamée par une grande partie des détenus politiques.

Dimanche matin, le colonel, commandant les forces de répression dans la ville de Machad, a été exécuté par un inconnu qui a pu prendre la fuite.

La veille, vingt mille personnes avaient assisté aux cérémonies de deuil marquant le quarantième jour après l'incendie du cinéma d'Abadan.

Manifestation dans un cimetière. La grève générale appelée pour le 30 septembre a été suivie pratiquement à 100 %.

Combats très violents au Liban

Des combats d'une extrême violence se sont déroulés tout le week-end entre les Syriens de la Force arabe de dissuasion (FAD) et les milices fascistes de Gemmayel et de Chamoun. Le bilan serait actuellement de plus de 220 morts.

Le problème réside ici dans la question du renouvellement du mandat de la FAD. Le président Sarkis a demandé un prolongement de ce mandat. Celui-ci a été refusé par les milices de droite qui ont tenté l'épreuve de force. Du côté syrien, il semble que le président Hassad ait décidé « d'en finir » avec le problème des milices, quitte à faire un nouveau Tall El Zathar à l'envers.

Depuis le début des combats, le président libanais, Sarkis, s'efforce d'imposer un cessez-le-feu rappelant à la FAD que son rôle était de maintenir la paix au Liban. Ce cessez-le-feu a été effectif dimanche après-midi mais il a été toutefois précaire.

L'URSS est-elle socialiste ?

A partir de ce numéro nous publions cette semaine en page 8 une série de dossiers sur l'URSS

Inde

Pendaison d'un révolutionnaire

ALORS que le Parti Janata est venu au pouvoir en Inde en mars 1977 sur la promesse de restaurer les libertés démocratiques supprimées sous le gouvernement d'Indira Gandhi, on apprend qu'un jeune révolutionnaire, Krishnan Chetty, a été pendu le 25 juillet.

Cette exécution, la première depuis 1975, a été tenue secrète jusqu'au dernier moment et même après qu'elle ait eu lieu. C'est ainsi qu'une motion de clémence a été votée au Parlement alors que Krishnan était déjà exécuté et une délégation a rencontré le président indien pour obtenir sa grâce, au début du mois d'août, soit plus d'une semaine après la pendaison.

QUI DOMINE LE PAYS ?

En Inde, les classes qui dominent aujourd'hui, quel que soit le parti politique au gouvernement, restent toujours les propriétaires fonciers semi-féodaux et la grande bourgeoisie qui mènent une politique antipolulaire.

Voici quelques faits de répression :

(Les informations sont tirées du bulletin *Inde nouvelle* que vous pouvez vous procuré aux Herbes sauvages 72, rue de Belleville 75020 Paris.)

En mai 1977, onze paysans de l'Etat de Bihar ont été brulés vifs lors d'une attaque des propriétaires fonciers.

En juin 1977, onze mineurs de l'Etat de Madhya Pradesh ont été massacrés par la police alors qu'ils manifestaient pour obtenir le paiement de leur salaire.

Des paysans indiens quittent leur village de crainte de la pénurie d'eau. En Inde, la classe qui domine aujourd'hui est toujours celle des propriétaires fonciers semi-féodaux qui exploitent férocement la paysannerie.

En décembre 1977, 200 ouvriers de Kampur ont été massacrés par la police.

Le 13 avril 1978, une fusillade à l'Institut agronomique de Pantnagar faisait 150 à 200 morts sans compter 300 disparus parmi les ouvriers agricoles.

Face à cela, le peuple lutte pour que le gouvernement tienne ses promesses électorales, c'est-à-dire la libération des prisonniers politiques, l'arrêt de la torture, l'abolition totale des lois spéciales et le châtiment de ceux qui commettent des atrocités contre le peuple.

QUI POSSEDE LA TERRE

En Inde, les terres sont pour l'essentiel aux mains des grands propriétaire fonciers, malgre une timide réforme agraire promulguée en 1947, année de l'indépendance sur les colonialistes britanniques.

D'après le dernier recensement (1971), 70 % de la population indienne est employée dans l'agriculture. L'Inde possède plus de 160 millions d'hectares de terres cultivables dont 20,8 millions sont en friche. De 1947 à 1975, soit 28 ans, moins d'un million d'hectares ont été effectivement distribués à la paysannerie laborieuse. Ce chiffre reste encore valable.

Autrement dit, 80 % de la paysannerie possède peu ou pas de terre. De plus, 50 à 90 % de la récolte de la paysannerie laborieuse, selon les régions et les cas, sont payés comme rente aux riches propriétaires terriens. Et l'endettement de cette paysannerie est de plus en plus lourde.

Claude LIRIA

Grève des cheminots aux Etats-Unis

Ce sont plusieurs milliers de cheminots qui sont en grève depuis plus de trois mois en Virginie, aux Etats-Unis.

Mardi dernier, le mouvement a pris une ampleur nationale après l'extension de la grève à soixante-treize compagnies ferroviaires afin d'appuyer les revendications des travailleurs en grève depuis trois mois. Des piquets de grève se sont constitués un peu partout en solidarité.

Jeudi dernier, date de l'échéance des négociations, les travailleurs ont refusé les propositions patronales ; ils ont alors décidé la poursuite de la grève.

Le gouvernement américain a ordonné jeudi soir la reprise du travail et Carter a déclaré qu'il allait mettre en œuvre tous les pouvoirs de réquisition dont il dispose. Comme les mineurs, lors de leur grande grève qui paralysa le pays au début de l'année, les cheminots ont refusé de se plier à cette exigence de Carter qui n'a eu d'autre répercussion que l'extension du mouvement à huit autres sociétés ferroviaires. Toute l'économie est touchée.

Un souci de plus pour Carter et il n'est pas des moindres puisque la paralysie des transports ferroviaires n'est pas sans conséquences importantes sur l'économie américaine déjà mal en point.

Évelyne LE GUEN

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel.

Grande-Bretagne

Les misères de Callaghan ...

La grève qui dure maintenant depuis plus de huit jours chez Ford (Grande Bretagne) et qui mobilise 57 000 travailleurs de l'automobile pourrait bien être le signe avant-coureur d'une vaste offensive de la classe ouvrière britannique contre la politique d'austérité du gouvernement Callaghan.

On se souvient qu'après deux années consécutives où ils avaient ouvertement cautionné la limitation des salaires à 5 % alors que l'inflation annuelle effleurait 20 %, les syndicats de collaboration de classe TUC avaient été obligés, lors de leur récent congrès, de s'en désolidariser, du moins en apparence, pour ne pas perdre complètement leur crédibilité. Cette fois, la pression des masses était vraiment trop forte. Cela n'a pourtant pas empêché Len Murray, un dirigeant du TUC, de laisser clairement entendre que le soutien du TUC aux travailleurs qui lutteraient contre ces 5 % n'aurait rien d'automatique.

Chez Ford, il a fallu que 15 000 travailleurs soient en grève pour que le syndicat se décide enfin « à faire quelque chose ». Le moment est venu de revenir aux négociations collectives, a dit Moss Evans, le président du syndicat des transports (du TUC), en gueuletonnant avec Callaghan lui-même à l'occasion de l'inauguration de son nouveau siège de Cardiff.

Malheureusement pour lui, au même moment, c'est 26 000 métallurgistes de Vauxhall qui refusaient à leur tour les propositions patronales de limitation de la hausse des salaires.

Argentine

Boycott du congrès de cancérologie

LUNDI 5 octobre, sont attendus à Buenos Aires, 5 000 cancérologues pour un congrès international. La date et le lieu de ce congrès ont été choisis il y a quatre ans. Aujourd'hui de nombreux médecins refusent d'y aller. Au début du mois de mai, le cancérologue français Schwarzenberg lançait un appel aux autres médecins français : « *Exigez de Videla qu'il libère les médecins emprisonnés et ne participez au congrès de cancérologie de Buenos Aires qu'à cette condition* ». Le premier juillet, 2 200 médecins français s'étaient joints à cet appel. Nous publions ici des extraits du discours de Schwarzenberg lors d'une réunion de médecins le 20 septembre.

« Buenos Aires. Octobre 1978. On attend 5 000 médecins cancérologues. Et pourtant en Argentine, 168 membres de la profession médicale ne peuvent exercer leur métier. Parce qu'ils sont mis hors d'état. Médecins, infirmières, psychologues, étudiants en médecine, assistantes sociales, employés de l'administration, n'exercent plus.

Huit d'entre eux n'exerceront plus jamais : ils ont été assassinés. Certains sont emprisonnés. D'autres ont disparu, plus de cent... (...) Il ne faut pas mélanger médecine et politique, Monsieur le directeur du Congrès de Buenos Aires et celui que les bonnes manières obligent à appeler Monsieur l'ambassadeur d'Argentine ? A qui ordonnez-t-on d'inspecter les corps des torturés à la fin d'une journée pour dire : vous devriez arrêter si vous souhaitez qu'ils vivent : trois morts pour aujourd'hui, c'est trop. (...) Hommes de science qui vous rendez en octobre à Buenos Aires, sachez, vous qui recherchez la lumière, qu'il y a là-bas des hommes comme vous exercant le même métier que vous, qui ne voient pas le jour depuis des mois, vivant en permanence avec un bandeau noir sur les yeux ! Luttez pour la liberté de savoir, luttez pour la liberté tout court. Elle est indivisible.

Prisonniers argentins, torturés, massacrés, les hommes libres en Argentine, c'est vous.

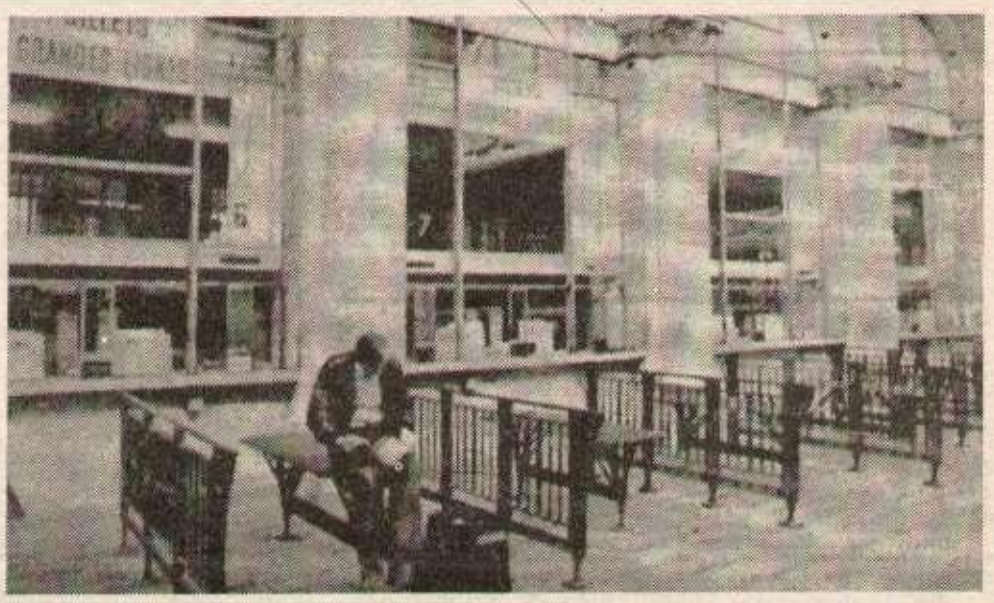
Que ces heures, ce soir vous fassent savoir que vous n'êtes pas seuls. Vous avez avec vous la conscience du monde. »

Un autre congrès sera organisé le 5 octobre à Paris.

Le 5 octobre doit avoir lieu en Argentine un congrès mondial de cancérologie. Pour protester contre la torture et contre le régime argentin, 2 000 médecins ont signé un appel au boycott.

DANS L'ACTUALITE

Solidarité avec les grévistes de la SNCF



– A la gare de l'Est, dimanche.

DEPUIS dimanche matin, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et autonomes, une partie des travailleurs de la SNCF a commencé à se mettre en grève.

Les roulants pour lesquels un préavis de grève avait été déposé du 1er au 4 octobre à minuit se sont mis en grève à 90 %. Les revendications portent sur les

revendication, très importante pour les roulants, a disparu des appels à la grève signés par la CGT, la CFDT et la FGAC (Fédération générale des agents de conduite) une fois que celle-ci, qui est hostile à cette revendication, s'est ralliée au mouvement.

Les roulants seront suivis par le personnel du transport commercial ou des branches techniques : agents de gare et de triage. Pour eux, le préavis va du 5 octobre à 0 h au 9 octobre à 24 h. Les revendications portent sur les conditions de travail et les salaires, par exemple que 6 h de nuit équivalent à 8 h par jour, 104 repos annuels.

Les travailleurs de la SERNAM sont aussi inclus dans les préavis de grève. Mais il y aussi des « oubliés ».

C'est le cas de l'équipement comme, par exemple, le personnel des voies et bâtiments, le personnel d'entretien. Une manifestation nationale est prévue pour eux le 20 octobre à Paris. Mais pour qu'ils puissent y participer, ils devront prendre sur leurs congés ou leurs heures de délégation. Autres oubliés : les ateliers et les régulateurs (qui agencent le trafic d'une gare à l'autre).

Dans un communiqué à Dijon, FO, CFTC, CGC, SNC, ont condamné le mouvement car il remet en cause des accords qu'ils ont signés.

Le mouvement est massivement suivi et, depuis hier, seul un train sur trois seulement circule sur les grandes lignes et le réseau banlieue.

En toile de fond aussi, se profilent les suppressions d'emplois, 6 000 au total, prévues cette année par le plan Guillaumat.

Voilà à quoi aboutissent les nationalisations dans le cadre du système capitaliste. Et ce n'est pas l'exception. Au Gaz de France aussi, les emplois ont été réduits, quant aux Charbonnages de France, la chute y a été de 150 000 emplois.

Ces entreprises où l'État est le patron n'échappent pas à la loi qui guide toute l'activité économique en système capitaliste, celle de la recherche du profit maximum.

On en voit les conséquences pour les travailleurs ! Qu'on fasse suivre le mot nationalisation de l'adjectif « démocratique » ne change pas les mécanismes du système.

Pour les travailleurs, la seule issue est de se battre en s'unissant à la base pour leurs revendications et de continuer à édifier le Parti communiste marxiste-léniniste pour pouvoir renverser le système capitaliste et instaurer le socialisme.

Législatives partielles dans le 14e arrondissement de Paris

Le signe du mécontentement

Nouvelle défaite de la majorité dans une législative partielle : celle du 14e arrondissemnet où le député sortant invalidé, De la Malène, a été battu. La candidate socialiste a recueilli 53,99 % des voix contre 46,01 % pour le candidat du RPR. Le taux des abstentions s'est élevé à 36,34 %.

Cette élection comme les autres législatives partielles de l'été traduit le mécontentement des électeurs face à la politique du pouvoir. Les partis de la majorité auront perdu quatre députés au cours de ces élections. L'élection du 14e a d'autre part confirmé la montée du PS au détriment du PCF dont une partie des électeurs ne suit pas visiblement la direction qui tire à boulets rouges sur la PS dans le but de l'affaiblir électoralement. Une partie des électeurs du PCF a en effet soit voté au premier tour pour la candidate du PS soit s'est abstenue. C'est ce qui avait provoqué le recul sensible de la candidate du PCF dimanche dernier.

Les résultats globaux des élections partielles de l'été ont permis au PS de recueillir 33,65 % des voix contre 25,86 % en mars. Le PCF lui, perd 1,44 % et la majorité 0,87 %. Autre caractéristique de ces élections : le taux élevé des abstentions.

Les enseignants, les parents, les élèves unis contre la politique de Beullac

A St-Brieuc

Au CES de la Croix-St-Lambert, la non-plus la rentrée ne s'est pas faite dans le calme. Depuis le 15 septembre, jour de la rentrée scolaire, parents et enseignants ont déclenché la lutte pour obtenir que quatre postes vacants (professeur d'éducation physique, professeur de musique, garçons de laboratoire et conseiller d'éducation) soient pourvu et le réemploi d'une maitresse-auxiliaire en poste l'an dernier. Tous ces postes réclamés sont dûs selon les textes et le minimum qu'on puisse exiger c'est que le rectorat et le ministère respectent leur propre légalité !

Cette lutte est la première du genre, au CES et constitue une véritable école de démocratie, d'organisation et d'unité pour les parents et les enseignants syndiqués et non syndiqués.

Ce genre de lutte n'aurait certainement pas été possible avant mars 1978. Mais aujours'hui, elle l'est.

Les militants du PCF réticents au début sont entrés dans la lutte. On peut même dire que ses militants découvrent (ou redécouvrent) l'action classe contre classe.

Comme disait une collègue du SNES, membre du PCF : *« Si on m'avait dit la semaine dernière que j'occuperais (aujourd'hui) l'Inspection académique, je ne l'aurais jamais cru ! »*

Pour l'instant la lutte rassemble plusieurs centaines de parents et d'enseignants. Assemblées générales nombreuses avec présidents de séance choisi par **la base, droit à l'expression pour tous et vote.**

J'ajouterais aussi qu'à la faveur de cette lutte des rapports nouveaux se sont instaurés entre les enseignants et aussi avec les parents. Entre enseignants, les rivalités d'appartenance politique, les heurts de personnalité s'estompent dans la lutte commune chacun prend sa juste place et le dialogue devient possible.

Je pense que cette lutte a fait progresser tout le monde politiquement : ceux du PCF, du PS, les sans parti et... moi aussi !

Une camarade enseignante au CES

A Nantes

Dès le premier jour de la rentrée à la Bottière et à Carquefoux, les parents ont occupé les écoles pour avoir des maitres et des classes nouvelles, alors que 120 instituteurs remplaçants et 150 élèves-maitres sortant sont sans poste dans le département de la Loire-Atlantique.

Par la suite, le mouvement d'occupation s'est développé et l'unité s'est faite entre les instituteurs, les normaliens (élèves-maitres) et les parents.

Occupation aussi à Saint-Jean-de-Boiseau, à Port-Boyer, à Saint-Nazaire, à Montoir, à Getigne, il y a eu des blocages de portes à Saint-Sébastien-de-Pornichet, à l'école de Nantes à Genêts. Les parents limitent euxmêmes à 25 le nombre d'élèves par classe et s'organisent pour garder la dizaine d'autres.

Les revendications principales sont :

Pas d'effectifs surchargés.

Pas de classe sans maitre.

Pas de maitre sans classe.

Dans les lycées et les collèges, la situation n'est guère brillante non plus pour Beullac.

D'un côté, les enseignants au chômage (maitres-auxiliaires et suppléants), des heures supplémentaires imposées en particulier pour les professeurs d'éducation physique. De plus, les conditions de réemploi sont déplorables, souvent les matières à enseigner ne correspondent pas à la spécialisation des enseignants et les lieux de travail sont éloignés.

D'un autre côté, les classes sont surchargées et il manque des locaux. Des élèves ne sont pas acceptés dans certaines sections, car il faudrait les dédoubler. Certains cours ne sont pas assurés qui relèvent aussi bien d'enseignement général que de matières artistiques.

Des grèves se sont déclenchées au LEP de Saint-Nazaire Heinlex de Saint-Nazaire, au collège Petite Lande à Rezé, au LEP La Chauvinière, où les parents ont organisé un pique-nique mardi 26 septembre.

Correspondant Nantes

18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Les paysans et les travailleurs aiment le Parti

SAMEDI 30 septembre, voyait le 18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchea. A cette occasion, le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France organisait deux journées de célébration. Le samedi après-midi, avait lieu le meeting auquel participaient plusieurs délégations française et étrangères.

Dès le samedi, plusieurs centaines de personnes étaient là pour assister au meeting. La salle louée à cet effet était d'ailleurs trop petite.

LA VIE NOUVELLE

A l'entrée, des panneaux illustrés abordaient divers aspects de la vie nouvelle : maitrise de l'eau, la construction de barrages et canaux d'irrigation, le développement de l'artisanat, la santé du peuple, l'élévation du niveau culturel, le développement industriel, l'armée, la politique étrangère du Kampuchea.

D'autres panneaux montraient, preuves à l'appui, les actes d'agression des dirigeants vietnamiens (villages incendiés, buffles tués, cratères d'obus, matériels militaires vietnamiens, etc.). Les destructions et crimes commis par les impérialistes américains et le gouvernement de Lon Nol qui les soutenaient étaient rappelés : en 5 ans, 800 000 tués, usines et plantations détruites à plus de 80 %, les villages détruits de 90 à 100 %, les pagodes à 90 %, le bétail de 50 à 60 %, les ponts et autres voies de communication de 70 à 80 %.

DIX-HUIT ANNEES

Au cours de son discours, le président du Comité a rappelé l'histoire du Parti communiste du Kampuchea :

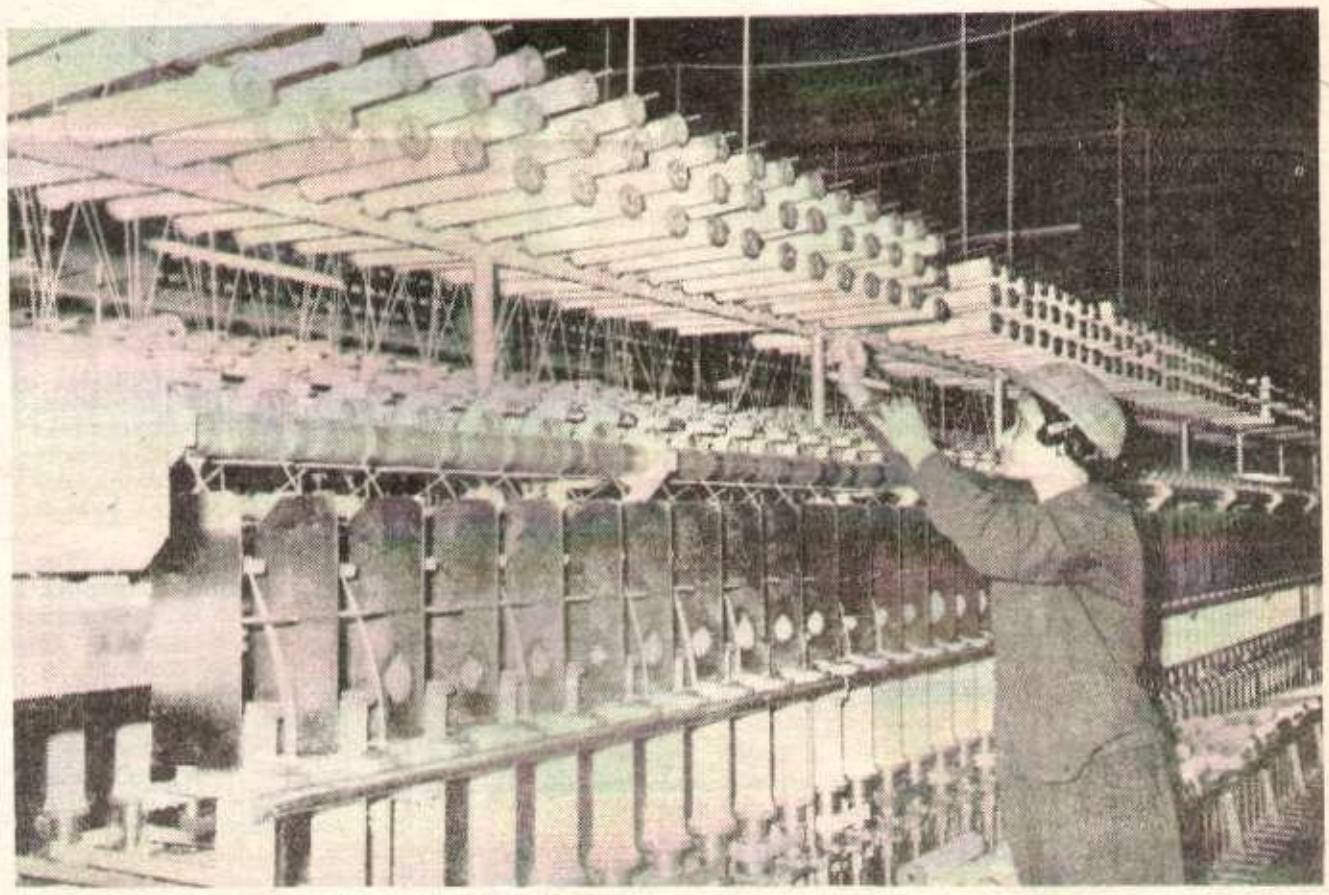
« De 1960 à 1968, le Parti communiste du Kampuchea a mobilisé et dirigé vaillamment notre nation et notre peuple dans la lutte politique clandestine. Le mécontentement des paysans pauvres et paysans moyens s'amplifiait et se transformait en colère et en haine de classe. Ils n'avaient plus peur désormais de la mort car, n'ayant plus rien, c'était déjà pour eux la mort. Tel était le mouvement impétueux de nos paysans. Le mouvement s'étendait dans tout le pays.

» De 1968 à 1970, le

(Suite page 4)

18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Les paysans et les travailleurs aiment le Parti



Au Kampuchéa démocratique dans une usine textile.

(suite de la page 3)

Parti communiste du Kampuchea a dirigé et rassemblé les forces de la nation et du peuple tout entier, notamment les paysans pauves des régions forestières et montagneuses et il a édifié des bases d'appui, des bases de guerilla et des régions de guerilla où le peuple, groupant plus d'un million d'habitants, menait une guerre populaire puissante, comparable à la tempête, effrayant l'ennemi et lui infligeant des défaites successives.

» De 1970, où a eu par la clique traîtresse Lon Nol, à l'instigation des impérialistes américains, jusqu'à 1975, le glorieux Parti communiste du Kampuchea a pris soin de rassembler les forces de la nation et du peuple dans une grande et large union fondée sur l'alliance solide des ouvriers et paysans pour mener la guerre révolutionnaire de libération nationale et de libération de classe suivant la ligne d'indépendance, de souveraineté et de compter sur ses propres forces.

» Sous la direction juste et clairvoyante du Parti communiste du Kampuchea, le peuple et l'Armée révolutionnaire, au terme d'un combat héroïque fait de sacrifices immenses, ont complètement renversé par la guerre populaire la domination réactionnaire de la clique des traitres Lon Nol, chassé les impérialistes américains hors du Kampuchea, le 17 avril 1975, et ont fondé, pour la première fois dans l'histoire du Kampuchea, un régime socialiste collectiviste où le peuple est devenu le véritable maître de son pays (...) ».

Plus loin, il évoquait longuement l'échec de l'agression du Vietnam. Il terminait sur les victoires remportées dans tous les domaines par le peuple du Kampuchea sous la direction du Parti communiste ayant à sa tête le camarade Pol Pot.

Après le discours d'André Druesne, le représentant du Parti communiste unifié d'Italie rappelait, pour sa part, toutes les réalisations du peuple kampuchean sous la direction de son Parti.

Ayant visité récemment le Kampuchea, il déclarait : *« Nous avons vu un peuple qui a dans ses mains son avenir. Les paysans et les travailleurs aiment beaucoup le Parti et il y a des raisons précises à cela. »*

Enfin, le représentant du Parti communiste d'Allemagne, saluant le 18e anniversaire du PCK, apportait le soutien de son parti à la résistance du peuple kampuchean contre l'agression vietnamienne. Il déclarait : *« Il n'y aura pas de Fédération indochinoise ».* Il évoquait les manifestations qui se sont déroulées en Allemagne en soutien au Kampuchea.

La soirée se prolongeait par un film montrant des preuves indéniables de l'agression vietnamienne puis par des débats.

Le discours d'André Druesnes

Chers amis, chers camarades,

Tout d'abord, permettez-moi au nom du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de remercier le président du Comité du Kampuchea démocratique en France de l'invitation qu'il nous a faite.

Comme vous le savez, une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste, conduite par son secrétaire général, Jacques Jurquet, a visité votre pays sur l'invitation du Parti communiste du Kampuchea. Notre délégation a eu avec le camarade Pol Pot, secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea, ainsi qu'avec le camarade Ieng Sarry, membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchea, des entretiens amicaux et cordiaux.

Notre délégation, qui était aussi l'invitée du Comité central du Parti communiste chinois, n'est rentrée que dans la matinée et la présence d'un de ses membres à cette tribune n'a pas été possible.

Les journées organisées par le Comité du Kampuchea démocratique en France sont une heureuse initiative pour faire connaître au peuple français les réalités de la lutte héroïque du peuple kampuchean pour son indépendance nationale, pour l'édification de la société socialiste. Nous savons le prix qu'il a payé puisque 800 000 de ses fils sont morts dans la guerre de libération nationale.

Cette initiative est une excellent chose lorsqu'on sait ce que certains s'emploient à déverser comme mensonges, insultes à l'égard du peuple kampuchean et du Parti communiste du Kampuchea.

Nous tenons tout particulièrement, puisque l'occasion nous en est offerte, à renouveler notre soutien fraternel et notre solidarité internationaliste au glorieux peuple kampuchean, dirigé par le Parti communiste du Kampuchea, avec à sa tête le camarade Pol Pot.

Ce 18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchea marque le chemin parcouru par le Parti communiste du Kampuchea dans l'application concrète des principes du marxisme-léninisme dans son pays, dans la juste application de la ligne de front uni et de la pratique de la guerre populaire révolutionnaire.

Ce 18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchea, c'est aussi les succès remportés par le peuple kampuchean sous la juste direction du Parti communiste du Kampuchea sur les ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur.

Hier, nous étions à vos côtés pour dénoncer, pour condamner les crimes de l'impérialisme américain et de la clique Lon Nol, pour soutenir la juste guerre du peuple kampuchean.

Aujourd'hui, nous sommes toujours à vos côtés pour dénoncer et condamner l'agression des dirigeants vietnamiens menée contre votre pays.

Nous faisons et nous ferons connaître toujours plus à notre peuple la vérité sur l'agression vietnamienne en portant à sa connaissance les faits, mais aussi les propos des dirigeants vietnamiens qui recherchent l'hégémonisme régional.

Hoang Tung, membre du Comité central du Parti communiste du Vietnam et rédacteur en chef du journal *Nhan Dan* a déclaré que les autorités vietnamiennes soutenaient ***« ceux qui s'opposent au régime*** (du Kampuchea démocratique) », que dans les années 1970 ***« il y avait plusieurs divisions vietnamiennes au Cambodge et les effectifs des forces armées cambodgiennes étaient limités. Si nous étions intervenus, la situation aurait évolué différemment ».***

De tels propos parlent d'eux-mêmes. Les dirigeants vietnamiens ont choisi leur soumission au social-impérialisme soviétique en adhérant au Comecon et ne peuvent que marcher à sa baguette.

Le social-impérialisme soviétique veut faire du Vietnam ***« le Cuba de l'Asie ».***

Nous sommes convaincus que le peuple vietnamien, en dernier ressort, rejettera de tels dirigeants.

Notre soutien, c'est aussi, comme l'a déclaré le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste de notre pays, au camarade Ieng Sarry, de tout faire pour que notre pays du second monde établisse des relations diplomatiques dans des conditions qui correspondent aux intérêts des peuples kampuchean et français sur la base du respect mutuel de la souveraineté.

Notre Parti communiste marxiste-léniniste fera tout ce qu'il est en ses possibilités pour apporter le plus grand soutien au peuple kampuchean.

- ***Vive l'amitié entre nos deux peuples !***
- ***Vive l'amitié révolutionnaire entre nos deux Partis !***
- ***Vive le 18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchea !***

Pontoise-Centre de tri postal

Un centre en pointe pour la répression, le manque d'effectifs ...

Et aujourd'hui pour l'action !

DANS ce centre, le 8 septembre dernier, deux cars de flics avaient fait irruption prétextant des vols dans le centre. Très rapidement, ils avaient organisé une fouille systématique : les travailleurs présents sont sommés d'ouvrir leur vestiaire personnel, mais comme au gré des flics, ça ne va pas assez vite, ils vont les ouvrir eux-mêmes tous, puis après ce sont les sacs de voyages qui doivent être vidés, et pour certains, c'est un véritable interrogatoire : « *D'où vient ce transistor ? — De quelle couleur sont les piles ?* »

Arrivés le matin, ce n'est que vers 21 h 30 que les flics repartiront embarquant trois travailleurs, qu'ils seront obligés de relâcher le lendemain matin même, sans pouvoir les inculper, faute de preuves, ce qui prouve que la descente de la police avait pour but essentiel d'intimider les travailleurs.

Refusant de travailler avec les flics sur le dos, le centre avait débrayé à 90 %.

Comme dans tous les autres centres, ici aussi la pénurie d'effectifs est importante et tourne autour de cent emplois. La tactique de l'administration est de faire appel aux califs (la CFDT avait appelé à refuser de faire ces heures supplémentaires) et d'essayer d'intimider toujours un peu plus les travailleurs qui n'acceptent pas sans broncher cette accentuation de l'exploitation.

Ainsi la notation est systématiquement à la baisse par rapport à l'an dernier. De même au CTA de Pontoise, depuis l'origine, les postiers font des assemblées générales pendant le temps de travail, maintenant le directeur en envoyant quatre avertissements à des employés qui y avaient pris la parole veut leur retirer cet avantage...

Préparée par des assemblées générales, et à l'appel de la CGT-CFDT, une grève s'est déclenchée depuis le 27 septembre..

Les revendications portent entre autres sur l'augmentation des effectifs, la réduction du temps de travail, etc.

De façon générale le manque d'effectifs est important dans les PTT et l'administration pour le compenser emploie partout la même méthode : suppression de postes de travail, remise en cause des avantages acquis, répression accrue au PLM par exemple réapparition des chronométrages et des PV avec motif suivant : « Vous avez trié 2 097 lettres en une heure et fait cinq fausses »...

Le combat des grévistes de Pontoise est celui de tous les postiers et il est nécessaire de développer un soutien actif à ces travailleurs, qui, aujourd'hui aux PTT sont en première ligne de la la lutte contre la politique antipopulaire des Giscard-Barre et Cie.

Et si Rocard était archaïque ... lui aussi ?

AINSI donc Rocard avait bien dit «archaisme » en faisant allusion à Mitterand. Pour ceux qui ne l'avait pas encore compris, il vient de le rappeler dans un article d'une page dans *l'Unité*, organe central du PS.

Ce qui est à coup sûr archaïque, c'est ce goût des petites phrases qui font choc, vieille habitude qu'affectionne les politiciens bourgeois. Il n'est aucun parlementaires qui se refuse le plaisir de mettre dans son discours la petite phrase, le petit mot qui est destiné à faire jaser et qui fera peut-être oublier le vide du discours tout entier.

Rocard a en outre beau jeu de rappeler que Mitterrand est un « archaïsme ». Ce Mitterrand qui fut onze fois ministre sous la Quatrième République, qui mit tous les moyens en œuvre pour garder à la France ses colonies quand il était ministre dans les années 1950, est même plus qu'un archaïque, c'est un politicien qui va à rebourd de l'histoire.

Mais n'est ce pas le PS lui-même qui est archaïque ?

Ce Parti qui se recommande de Léon Blum qui fit tout pour éviter, puis pour freiner le Front populaire, ce Parti qui préconise aujourd'hui le même type de nationalisations que Jules Moch dans les années 1930....

Ce Parti qui n'a jamais été et ne sera jamais rien d'autre qu'un Parti recours pour les monopoles.

Quant à Rocard, il a beau avoir l'ambition d'un jeune loup il n'échappe pas à cette archaisme.

Ainsi, il y a régulièrement des politiciens qui se proposent de rajeunir la social-démocratie, il y eut Guy Mollet, il y eut Mitterrand et aujourd'hui c'est Rocard qui brigue la place. Le PS miraculeusement regonflé grâce aux bons soins de Marchais qui s'est attaché à lui fournir des brevets de progressisme pendant des années (jusqu'au jour récent où s'apercevant du déséquilibre créé en faveur du PS, il s'est mis à dénoncer son «virage à droite »), Rocard rêve de le conduire au plus vite au gouvernement. Pour gérer les affaires capitalistes comme Mitterrand, Mollet, Moch et Blum le firent dans le passé. Bref, Rocard voudrait prendre sa place dans la lignée socialiste des « gérants loyaux du capital ». Pour cela, il exige que le PS trouve « *un nouveau langage* » qu'il devienne « *plus crédible* », qu'il présente sa vieille politique réformiste sous un nouvel emballage en un mot : faire du neuf avec du vieux...

Archaïsme? Comme c'est bizarre

Nos lecteur connaissent sans doute le célèbre dialogue cinématographique dans lequel a brillé Jouvet :

– Bizarre...
– Bizarre ? Vous avez dit bizarre ?
– J'ai dit bizarre ? Tiens comme c'est bizarre...

Nous avons droit aujourd'hui à une mauvaise copie, le dialogue opposant Rocard et Mitterrand :

– Archaïsme !
– Archaïsme ? Vous avez dit archaïsme ?
– Oui, j'ai dit archaïsme. Cela n'a rien de bizarre !

L'extension du camp du Larzac officiellement confirmée

Mercredi soir a été signé l'arrêté permettant l'extension du camp du Larzac. Bien que ne prononçant pas d'expulsion, cet arrêté montre que le gouvernement passe outre la volonté des habitants du Larzac qui ne veulent pas de l'extension du camp militaire.

Sitôt qu'elle a été connue la nouvelle a suscité l'indignation et la colère des habitants de la région. Vendredi douze paysans du Larzac commençaient une grève de la faim de quatre jours dans la cathédrale de Rodez. Cette grève n'est que la première manifestation d'une série qui va se dérouler au cours des prochains mois. Parallèlement à la grève de la faim, le pouvoir a dépêché à Rodez des compagnies de CRS.

L'arrêté signé mercredi ne concerne que deux communes, la Cavalerie et La-Roque-Sainte-Marguerite, sur les quatorze concernées. Mais il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'une première mesure qui sera suivie d'autres autorisations pour les douzes communes restantes.

La République populaire de Chine a 29 ans

(suite de la page 1)

Au cours de luttes complexes et qui allaient comporter, selon l'appréciation de Mao Tsé-toung lui-même, 70 % de positif et 30 % de négatif trois quartiers généraux bourgeois furent détruits. Tout d'abord celui de Liou Shao-Shi, puis ceux de Lin Piao et de la bande des Quatre qui n'avaient trouvé d'autre ressource après la défaite de la ligne de droite de Liou Shao-shi que de se camoufler derrière un visage d'extrême-gauche. Ils se présentaient prétendûment comme les plus chauds défenseurs de la pensée-mao-tsétoung tout en déformant et en combattant les orientations et les directives données par le président Mao.

De ce fait aussi, ces luttes entre deux lignes au sein du parti furent particulièrement dures et la bande des Quatre devait causer un tort considérable au pays en sabotant la production sous prétexte qu'il fallait se consacrer à la révolution, en recourant au social-fascisme et en favorisant la résolution par la violence de contradictions au sein du peuple. Ce n'est donc sans doute pas par hasard si en 1969, alors que sévissait cette prétendue « extrême-gauche », l'URSS se permit avec autant de morgue de déclencher des incidents sur l'Oussouri pour tâter les défenses de la Chine qu'elle pensait peut-être plus affaiblie.

Ce n'est qu'en 1976 que s'acheva la grande Révolution culturelle prolétarienne avec la défaite de la bande des Quatre et la désignation de Hua Kouo-feng comme président du Parti communiste chinois. Depuis lors, la Chine est entrée dans une période nouvelle de son édification socialiste et on peut mesurer par comparaison les méfaits causés au cours des années précédentes par les quartiers généraux bourgeois.

Le peuple chinois mène d'ailleurs une critique approfondie de la bande des Quatre afin de distinguer les acquis de la grande Révolution culturelle prolétarienne des mesures erronées et nuisibles, ceci pour appliquer des mesures correctes dans tous les secteurs. Tout en continuant la lutte de classe sous des formes appropriées à la période il est devenu possible à la Chine d'appliquer à l'édification socialiste, les orientations que Mao Tsé-toung avait définies et que Chou En-lai avaient énoncées depuis longtemps lors des 3e et 4e assemblées nationales mais que les lignes de droite comme de « gauche » avaient entravées.

« *Nous nous efforcerons,* **avait dit Mao Tsé-toung en 1957,** *de mobiliser tous les facteurs positifs – directs ou indirects au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant État socialiste* ». **C'est cet objectif que la Chine veut atteindre avant la fin du siècle grâce aux « quatre modernisations » en comptant avant tout sur ses propres forces mais en accroissant aussi ses échanges avec les autres pays.**

En même temps, la Chine socialiste est à même de jouer un rôle plus actif dans l'édification du front uni antihégémonique le plus large contre les superpuissances, appliquant par là la thèse des trois mondes élaborée par Mao Tsé-toung à la fin de sa vie. La signature du traité d'amitié et de coopération sino-japonais, les voyages récents de Hua Kouo-feng, l'activité diplomatique fort importante de la Chine témoignent de sa volonté de faire jouer tous les facteurs contre les superpuissances et tout particulièrement le social-impérialisme, pour que la guerre mondiale inévitable soit retardée, que les peuples et pays puissent mieux se préparer pour l'affronter et avancer sur la voie de la révolution.

C'est bien parce que la Chine remporte de tels succès sur le plan intérieur comme dans l'édification du front uni mondial antihégémonique que ses ennemis en premier lieu, le social-impérialisme, se déchaînent en calomnies à son égard.

Par contre, pour les mêmes raisons c'est une grande joie pour les révolutionnaires, pour les anti-impérialistes , pour tous ceux qui regardent en face les menaces de guerre et refusent de faire les frais des accords d'Helsinki, pour ceux qui apprécient les réalisations de la Chine socialiste, pour tous ses amis, que de fêter le 29e anniversaire de la République populaire de Chine.

Jean QUERCY

Rentrée scolaire

La mobilisation se prolonge

DEPUIS maintenant quinze jours que la rentrée scolaire a eu lieu, une chose est sûre, la mobilisation se prolonge et se durcit. Les mouvements de lutte dans les écoles se rattachent au vif mécontentement de tous les travailleurs. Ici, on licencie, là tout augmente, ailleurs on nous raconte du boniment pour nous endormir. Ça suffit !

Le présent des travailleurs est gravement mis en cause et maintenant Giscard et Barre s'en prennent directement et ouvertement à l'avenir de nos enfants.

Il est vrai que nous ne devons pas nous faire beaucoup d'illusions sur ce que l'école bourgeoise peut apporter aux enfants des travailleurs, mais lutter pour que les élèves et les enseignants aient de bonnes conditions d'étude, c'est extrêmement important.

ENSEIGNANTS, PARENTS : LES MEMES INTERETS

Le temps où le pouvoir valorisait la condition enseignante, seuls maitres à bord le préfet, le curé et l'instituteur, est révolu.

Les enseignants ont des conditions de travail difficiles et connaissent une précarité d'emploi exceptionnelle. Ceci a une conséquence logique pour les élèves.

Ce sont donc les mêmes motivations qui poussent les enseignants, les parents d'élèves et les élèves à arracher pied à pied des classes, des professeurs au gouvernement.

Dans bien des endroits, cette lutte unit sur les mêmes bases enseignants et parents d'élèves, « deux castes aux intérêts différents », comme nous l'a rabâché le pouvoir.

OCCUPATION DES LOCAUX

Parce que les effectifs sont surchargés, parce que des classes sont supprimées, parce que des élèves-maitres diplômés, des maitres-auxiliaires (CES, lycée), des vacataires (université), sont au chômage, les parents occupent les écoles et séquestrent des directeurs d'école. Ils ont fait remarquer à ce sujet qu'ils ne s'en prenaient pas directement à ceux-ci, mais que dans la situation présente, c'était le seul moyen pour faire reculer le recteur et Beullac.

UNITE DES PARENTS ORGANISÉS OU NON

Ces actions sont le fait de parents organisés ou non ; les structures des associations de parents sont utilisées comme des armes, mais elles associent pleinement les parents non-organisés.

UNITE DES ENSEIGNANTS ORGANISÉS OU NON

Le cas est identique pour les enseignants. Des syndicats du SNI (Syndicat national des instituteurs), du SGEN (Syndicat général de l'Education nationale), etc. recourent à de nouvelles méthodes d'action : placement d'office d'instituteurs, occupation de locaux, mais sous l'impulsion de la base des syndiqués et en y associant les non-syndiqués.

Dans de nombreux établissements scolaires, des assemblées générales réalisent l'unité d'enseignants syndiqués ou non, celle des enseignants et des parents, celle des parents organisés ou non.

POUR DES ACTIONS MOBILISATRICES

Par ailleurs, la base syndicale a pu dans certains cas remettre en question les mots d'ordre des directions syndicales. Ce fut le cas pour les syndicats des professeurs de gymnastique qui voulaient mobiliser les enseignants un jour différent par semaine pour chaque académie. Ces mots d'ordre ont été rejetés par les syndiqués de Paris et du département 93 notamment. Ils les jugeaient insuffisamment mobilisateurs et favorisant en fait la division.

POUR L'ORGANISATION DES ELEVES

Les élèves se sont battus dès le premier jour et ont soutenu les actions de leurs enseignants et de leurs parents. Ils commencent à s'organiser, les collégiens dans des coordinations de CET/LEP par exemple. Car si la lutte sur place est primordiale, la coordination des luttes constitue une pression encore plus forte pour faire reculer le gouvernement.

Nathalie VILLOTIERS

Contre le chômage dans l'éducation nationale

300 personnes dans les rues de Rennes

En Bretagne, depuis la rentrée scolaire, les actions localisées n'ont pas cessé : occupation d'écoles, manifestations et grèves pour l'ouverture de classes nouvelles dans les écoles maternelles et primaires, pour obtenir les postes nécessaires dans les collèges et lycées et surtout pour le réemploi de 675 maîtres-auxiaires au chômage à la rentrée de cette année dans notre région.

A l'appel du SGEN-CFDT, le mercredi 27 septembre, plusieurs centaines de personnes ont ainsi défilé dans les rues de Rennes ; une délégation, appuyée par la manifestation, a de nouveau exigé au rectorat le réemploi de tous les maitres-aixilaires à temps complèt selon leur qualification.

Car actuellement, environ cinq-cents parmi eux (sans compter les suppléants du primaire) n'ont toujours rien, 179 se voient imposer un emploi à mi-temps-michômage (et souvent très loin du domicile !) avec un salaire d'environ 1 500 F, une centaine devront voyager sur un tiers du département pour boucher les trous.

Et à cela, il faudra ajouter les assistants des facultés , les surveillants d'externat, les professeurs d'éducation physique, en lutte eux aussi pour leur emploi.

Et pourtant :

– Des classes sont surchargées (ce qui facilite l'échec scolaire)

– Des enseignants ne sont pas assurés (la liste est impressionnante)

– 11 000 heures supplémentaires sont effectuées dans l'académie ce qui correspondent à 600 postes !

En Bretagne, nous avons déjà bien trop de chômeurs !

Comme les autres travailleurs nous nous battrons pour l'emploi de tous. Dès maintenant une nouvelle grève est décidée dans l'Académie pour les 5 et 6 octobre.

Halte au chômage dans l'Education nationale comme partout !

Une camarade syndiquée au SGEN

Déménagement de la fac de Vincennes

Un des motifs du transfert, c'est que Chirac veut récupérer ses terrains, loués à la faculté par la ville de Paris pour dix ans.

Le projet de transférer la faculté de Vincennes dans l'IUT de Saint-Denis date du mois de juillet et s'est transformé en acte dès septembre. Le matériel de cet IUT a été déménagé sous la protection des CRS, l'IUT, lui, sera démoli.

Ce déménagement a pour conséquence immédiate de réduire le nombre des étudiants : il y en a 30 000 à Vincennes,et l'IUT ne pourra en accueillir que 900.

Déjà à Vincennes, des postes commencent à s'émietter, l'organisation des horaires se modifie à cause des décisions arbitraires du conseil, alors ce déménagement faciliterait un écrémage des enseignants non titulaires qui ont déjà à lutter contre le projet de Saunier Seité de contractualisation et de triplement de service à la rentrée 1979.

MANOEUVRES DU PC/PS

L'autre conséquence de ce déménagement est de fondre la faculté de Vincennes et celle de Villetaneuse (Saint-Denis). Ce sont deux facultés sœurs, elles ont les mêmes enseignements parallèles et des directions également liées aux partis de gauche PC-PS. Ceux-ci perdraient donc la direction d'une faculté. C'est pourquoi les militants du PCF, professeurs comme élus du 93, se sont mis en mouvement avant tout le monde ; il s'agit pour eux de transformer cet échec en succès, d'utiliser au maximum la mobilisation vincennoise et celle de l'IUT. Leur idée fixe est de transplanter la fac de Vincennes à Montreuil-sous-Bois, en terrain conquis, le 93, et d'avoir la haute main sur celle-ci. Un professeur membre du PCF a déclaré au cours d'une assemblée générale qu'il refusait de se battre contre Chirac et Saunier-Seité, parce que leur « *volonté de nous exclure est forte, nous sommes le dos au mur, il faut être réaliste, crédible.* »

VINCENNES DOIT RESTER A VINCENNES

Donc il s'oppose, lui et tous ses copains du PCF et du PS, au mot d'ordre du SGEN/ATOS (rassemblant le personnel technique) que *Vincennes doit rester à Vincennes*, qu'on ne doit rien attendre d'un terrain vague à Montreuil-sous-bois, ou d'un IUT démoli à Saint-Denis.

Il faut s'opposer aux entreprises de déménagement de Chirac et Saunier-Seité à Saint-Denis, et à celles du PC/PS à Montreuil, nous ne déménagerons pas sans garantie.

Maintenons l'ouverture de la faculté aux non-bacheliers, aux salariés, et aux étrangers.

Maintien de tous les emplois.

Corrrespondant

Bref aperçu historique de la fac de Vincennes

La faculté de Vincennes a été créée après Mai 1968 par Edgard Faure, alors ministre de l'Éducation nationale.

A la différence des facultés parisiennes, elle a accueilli des étudiants non-bacheliers, des étrangers avec une majorité d'étudiants du tiers monde.

Le personnel administratif est composé d'agents administratifs d'une part, et d'autre part d'étudiants par intégration. Deux-cents professeurs, à l'origine vacataires, assurent un service pédagogique complet.

L'élaboration des programmes et des horaires a été conçue souvent en fonction des intérêts des enseignants, des étudiants et du personnel.

Vincennes refusait l'examen traditionnel pour préférer des formes de contrôle continu et un travail collectif plus adapté à la réalité étudiante. Mais Saunier-Séïté ne pouvait le tolérer, aussi a-t-elle opéré un véritable chantage. Si la faculté ne retournait pas au système des examens traditionnels, elle refusait de continuer à délivrer des diplômes nationaux.

Saunier-Séïté a trouvé « dans ce retour à la normale » d'ardents défenseurs, les « mandarins de gauche ». Parce que Vincennes représentait un autre style de faculté, elle a été l'objet de nombreuses campagnes de presse calomniatrices : affaire de drogue, de sexe, etc.

Manifestation des étudiants contre la démolition de l'IUT de Saint-Denis.

COURRIER DES LECTEURS

A propos de l'URSS et des dangers de guerre

Je suis bien content depuis quelques jours de retrouver l'Humanité rouge dans ma boite à lettres, c'est moche de devoir arrêter la parution en été. J'espère que l'unification se fera et qu'il en découlera une multiplication des forces marxistes-léninistes et que l'été prochain, il y aura un quotidien marxiste-léniniste pour dénoncer et combattre jour après jour les mauvais coups des exploiteurs.

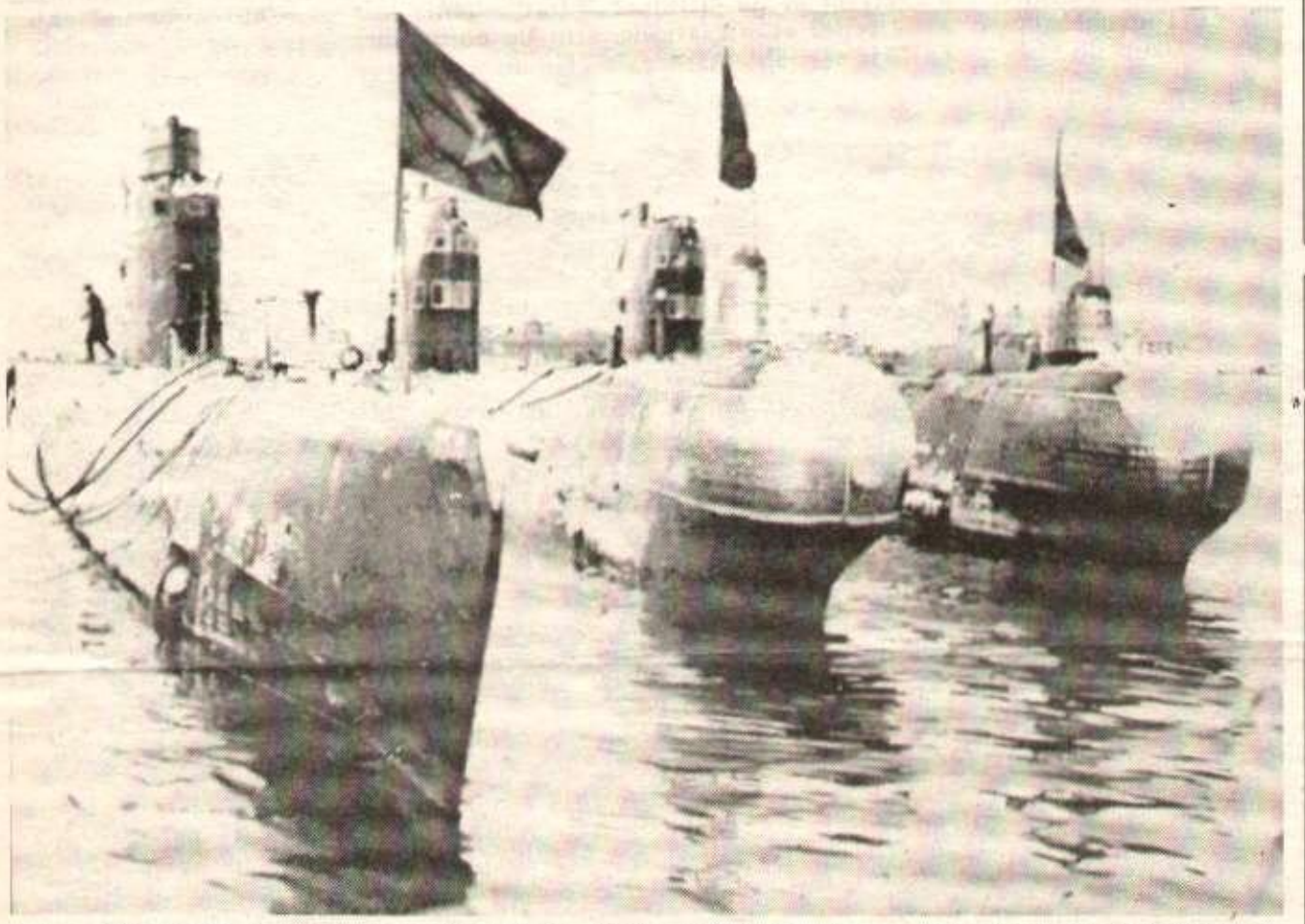
Parlez-nous de plus en plus de la Résistance pendant la dernière guerre en rentrant dans les détails si possible, car les bouquins chers ou introuvables, c'est pas idéal.

Je pense que les dirigeants russes surveillent deux « balances ».

- *Celle de la situation intérieure de l'URSS avec dans un plateau « des canons » et dans l'autre « pas de beurre » ;*
- *La deuxième avec un plateau potentiel militaire, industriel de l'URSS et l'autre plateau : potentiel militaire des futures proies, et aussi potentiel industriel, agricole et aussi moral des populations concernées.*

Plus le temps passera et plus les deux balances pencheront en défaveur des futurs agresseurs. Cependant, comme ils ne sont pas marxistes-léninistes, ils ne se diront pas : « La situation évolue de façon défavorable, donc ne déclenchons pas la guerre et changeons radicalement de politique intérieure », mais ils se diront : « Le temps joue en notre défaveur, nous sommes démasqués, brusquons les choses... ». Qu'en pensez-vous ?

Amicalement. Un lecteur



Parce qu'elle est devenue une superpuissance agressive, l'URSS n'hésitera pas, le moment venu, à s'engager dans une troisième guerre mondiale. Ci-dessus des sous-marins d'attaque.

Nous remercions notre ami lecteur de ses remarques et suggestions ainsi que de l'amitié qu'il nous manifeste.

Nous aurons l'occasion, cette année, de parler à de multiples reprises des années qui ont précédé la Deuxième Guerre mondiale et de la Résistance qu'a ensuite opposée notre peuple à l'agresseur nazi. Si nous accordons tant d'importance à ces points d'histoire, c'est aussi parce que, comme le signale notre lecteur, les menaces de guerre que fait peser l'URSS sur le monde, grandissent. Ou plutôt pour être plus précis, les menaces de guerre qui proviennent de la rivalité des deux superpuissances, URSS et USA, car l'une des « balances » qu'il ne faut pas omettre, pour reprendre l'image employée par notre lecteur, c'est la « balance » URSS-USA. Bien sûr, les dirigeants de l'URSS n'ont rien de marxistes-léninistes. Le capitalisme y a été restauré depuis plus de vingt ans avec la venue de Krouchtchev au pouvoir.

Devenue superpuissance agressive, disputant l'Europe à son rival dans l'intention de le mettre à genoux, l'URSS n'hésitera pas, le moment venu, à s'engager dans une troisième guerre mondiale. Mais il lui faut pour cela acquérir une supériorité militaire suffisante et surtout mettre en place un certain nombre de dispositifs stratégiques propres à entraver l'action des USA et à exercer de fortes pressions sur l'Europe. Elle s'efforce notamment de prendre le contrôle de diverses régions du monde, mer Rouge, Moyen-Orient, Afrique, golfe Persique, d'où elle pourrait contrôler l'approvisionnement en pétrole de l'Europe.

Mais elle se heurte à la résistance des peuples et des pays qu'elle agresse tandis, qu'en Europe, les pays capitalistes s'unissent, face à la domination des USA, mais aussi face à la menace qu'elle représente.

Si la guerre est inévitable, il est donc possible par contre de la retarder, la volonté de résistance et l'unité des peuples jouant un rôle capital sur ce plan. Ce délai doit permettre aux peuples, notamment européens, de se préparer de telle manière que lorsque l'URS les agressera, elle constate qu'effectivement, le temps a joué en sa défaveur.

J.Q

Airbus ou Boeing

Chers camarades

Un petit mot à propos de l'article Europe, Airbus ou Boeing du quotidien No 933 (jeudi 21 septembre). Ce qui est dit du PCF est peuclair (beaucoup trop elliptique) à mon sens. On dit « singulièrement, le PCF se fait l'ardent défenseur d'une aéronautique européenne... ».
Pourquoi « singulièrement », il faut expliquer cette singularité par rapport à la ligne générale du PCF. Et ensuite, pourquoi, selon nous, le PCF adopte cette position.
Sinon on se borne à un constat, avec un « singulièrement » qui sous-entend une analyse que l'on ne donne pas en clair aux lecteurs, ce qui est très désagréable.
Cela peut paraître une remarque de détail, mais je ne le pense pas, car trop souvent encore certains articles procèdent par allusions et ne sont pas assez argumentés. Hormis cela, je trouve le quotidien en net progrès, beaucoup plus agréable à lire (...).

Salutations communistes
Une camarade

D'accord avec ta critique, d'accord pour condamner le style allusif. Notre quotidien *L'Humanité rouge* doit parler clair et ce n'était sans doute pas le cas dans le passage évoqué du court article à propos d'Airbus !

« *Singulièrement le PCF se fait l'ardent défenseur d'une aéronautique européenne* ». En effet, tandis que les dirigeants du PCF dénoncent à tout propos la soi-disant « *domination allemande* » sur la France par le biais de l'union européenne, dans le cas présent celui de la coopération aéronautique franco-allemande, ils ne le font pas, au contraire il s'en félicitent. Pourquoi donc ? N'est-ce pas parce que dans le cas précis cette coopération est profitable aux monopoles français (nationalisés) comme l'aérospatiale, que ce sont eux qui jouent le rôle dominant dans la coopération, c'est ce que je pense. Ainsi la politique chauvine du « Fabriquons français » conduit les dirigeants du PCF à faire, au moins dans un domaine, l'éloge de la coopération franco-allemande, ce qui est singulier.

P.M.

BLOC-NOTES

Paris

Journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
(Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h
Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75 005 Paris
(Métro Maubert-Mutualité)

Au programme :

FILMS : 15 h documentaires
17 h Le roi des singes (dessins animés)
EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos
VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat
DÉBAT : « Quels changements ? », les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives)

à 20 h PARTIE ARTISTIQUE ET
TABLE RONDE « La Chine de l'été 1978 » avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Hélias, Alain Lefèbvre, Louis Le Pensec.

Lyon

La librairie *La Force du livre* a mis en vente une série de brochures, rassemblées dans une pochette plastique, sur le thème « *Mieux connaître le marxisme* ». On y trouve à l'intérieur les titres suivants : *Manifeste du Parti communiste – L'État et la révolution – La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky – Les principes du léninisme – Pierre Sémard – Les défenseurs du néo-colonialisme – La lettre en vingt-cinq points – Quatre textes de Mao Tsé-toung (La démocratie nouvelle, Interventions sur la littérature et sur l'art, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, Intervention sur le travail de propagande) – Poursuivre la lutte contre le social-impérialisme – La théorie des trois mondes.*

L'ensemble de ces dix titres est vendu 15 F. Le prix modique de ce colis permet de le diffuser facilement auprès des gens avec qui nous pouvons discuter de notre combat marxiste-léniniste. En particuloer ce colis peut être utilisé en direction des membres du PCF, car nombre de brochures se rapportent à des questions brûlantes d'aujourd'hui, notamment la voie à suivre pour aller vers le socialisme et la nature de l'URSS.

Il existe aussi deux autres versions de ce colis :

– Les dix brochures plus « *l'URSS, la dégenérescence* » (30 F)
– Les dix brochures plus « *Arracher la classe ouvrière au révisionnisme* » (45 F)

PRENEZ CONTACT
avec
Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse .....
Code postal : .....

LA Fête de l'*Humanité* a été l'occasion du lancement d'un livre du Parti communiste français intitulé *« L'URSS et nous »*, présenté, le 30 août, par un communiqué du Bureau politique du PCF incitant à sa lecture.

La publication de ce livre intervient alors que ces dernières années les dirigeants du PCF ont été amenés à prendre leurs distances par rapport aux aspects les plus voyants de la politique intérieure (camps de concentration, asiles psychiatriques) et extérieure (invasion de la Tchécoslovaquie) de l'URSS. Ce livre, surtout, contribue directement à la préparation du 23e Congrès du PCF qui doit se tenir au printemps prochain.

Ce livre pose des questions essentielles : *« Nous n'avons pas l'intention d'éluder les grandes interrogations : L'URSS est-elle socialiste ? Quels sont les conflits internes ? (...) S'est-il formée une nouvelle classe d'exploiteurs ? Y a-t-il en URSS une crise économique et politique ? L'URSS est-elle une superpuissance »* ? C'est la première fois que ces questions sont ainsi posées dans une publication officielle du PCF. Il n'y a pas si longtemps les auteurs de pareilles questions étaient purement et simplement rembarrés et taxés d'« antisoviétiques » et d'« anticommunistes ». Il faut y voir le développement de la prise de conscience au sujet de l'Union soviétique d'aujourd'hui, parmi les travailleurs et l'ensemble des couches populaires de notre pays, y compris parmi les militants du PCF.

Si le Bureau politique du PCF précise que les auteurs « ne présentent pas de jugements définitifs, mais des analyses, des hypothèses, des interrogations, des orientations de recherche », l'appréciation globale sur l'URSS qui figure dans la conclusion est pour le moins claire : *« Nous n'avons à aucun moment mis en doute le caractère socialiste de l'Union soviétique »*, *« Ces évolutions* (des rapports de production) *sont difficiles (...) mais sont tendanciellement orientées vers de plus en plus de socialisme. »*. *« Si le mot de crise est employé, comme c'est généralement le cas, pour suggérer une analogie avec la crise du capitalisme (...), il faut récuser catégoriquement cette confusion malhonnête (...). Les initiatives diplomatiques de l'Union soviétique vont globalement dans le sens de la paix, de la détente, de la sécurité collective, du désarmement, de l'organisation de la coexistence pacifique. (...) L'Union soviétique, de par sa nature sociale, n'aspire pas à dominer le monde. »* etc.

Ainsi donc, cet ouvrage continue à propager de graves illusions sur la véritable nature du régime intérieur de l'URSS et de sa politique internationale. Mais le débat qu'il va contribuer à intensifier, particulièrement à l'intérieur du PCF, nécessite d'étudier d'analyser et de critiquer les arguments mis en avant pour parvenir à de telles appréciations, afin de contribuer à la prise de conscience de la véritable nature de l'Union soviétique.

L'URSS est-elle socialiste ?

Un magasin de produits de luxe en URSS : les auteurs du livres « Le PCF et nous » reconnaissent que certaines catégories supérieures de dirigeants du Parti, de l'appareil d'État, des entreprises, des grands instituts de recherche ont accès à des biens dont, dans leur masse, les autres catégories ne disposent pas.

Posant la question « L'URSS est-elle socialiste ? », les auteurs, après un long développement sur le thème *« Il n'y a pas de schéma de société socialiste préexistant à ses concrétisations »* ou *« La théorie marxiste n'a pas laissé de description de la société socialiste »*, en viennent à affirmer : *« Ce qui est décisif, c'est l'évincement des capitalistes comme force sociale et politique dirigeante, c'est-à-dire le renversement de la finalité du développement, qui passe du profit privé à l'intérêt de la masse travailleuse (...), c'est ce qui s'est produit en Union soviétique »*.

« Y a-t-il exploitation, y a-t-il comme on l'écrit parfois, une répartition de plus-value qui avantagerait une catégorie sociale massive ? S'il en était ainsi, cela signifierait qu'il y aurait une classe qui est privée de moyens de production et une classe qui les a, les reproduit donc dans ses mains (...). Il n'en est rien. On n'a jamais vu un directeur soviétique ni un collectif de directeurs, placer son argent comme capital, vendre des biens de production et s'approprier le produit de la vente. Si l'on excepte des phénomènes de parasitisme tout à fait marginaux, cela ne se produit pas. Il n'y a pas exploitation, c'est-à-dire pas d'appropriation par une classe d'un surplus qui viendrait de la possession des moyens de production. »

Les auteurs du livre nient ainsi l'existence d'une classe de « possédants » en Union soviétique aujourd'hui. Il s'agit bien d'une question décisive pour répondre à la question « L'URSS est-elle socialiste ? »

Les citations que nous faisons ci-contre, extraites du livre, concernant la « bureaucratie », « certaines catégories supérieures de dirigeants », etc. amènent, en fait, à partir d'une analyse concrète de la réalité soviétique, d'une analyse de classe, à affirmer qu'il existe aujourd'hui une nouvelle bourgeoisie qui détient la quasi-totalité des moyens de production, une bourgeoisie monopoliste et bureaucratique, qui exploite férocement la classe ouvrière et le peuple travailleur.

Certains aspects de la réalité soviétique

Si les auteurs de « L'URSS et nous » réfutent l'existence d'une nouvelle bourgeoisie en Union soviétique, ils n'en décrivent pas moins, au fil de leurs exposés, plusieurs aspects intéressants de la réalité. Citons, par exemple, l'existence d'une « bureaucratie », *« à savoir d'une certaine catégorie de gens qui se trouvent l'intermédiaire obligé de l'utilisation des moyens de production sociaux, qui centralisent les moyens de décision et d'initiative de l'ensemble de la population. »*

S'ils affirment cependant qu'il ne s'agit pas *« d'une classe de possédants »*, **les auteurs reconnaissent** *« qu'une catégorie sociale centralise les moyens de décision essentiels »*, **que** *« certaines catégories supérieures de dirigeants du parti, de l'appareil d'État, des entreprises, des grands instituts de recherche ont accès à des biens dont, dans leur masse, les autres catégories ne disposent pas : magasins particuliers procurant à bon compte des objets et produits plus nombreux et de meilleure qualité, réseaux de premier ordre pour les soins, le repos, les loisirs, jouissance de bons logements, de voitures, ... »*, **qu'il y a donc** *un cercle dirigeant. Pour en être, il faut pratiquement être membre du Parti »*.

« Qu'à partir d'un moment, les titulaires de fonctions sont en état d'exercer des pressions pour conserver fonctions et privilèges », **que** *« tous ceux qui ont fréquenté des directeurs de grandes entreprises soviétiques savent qu'ils ont de très larges pouvoirs, et souvent une vaste influence au-delà de leur propre entreprise et qu'ils constituent dans l'ensemble un tissu de responsables politiques de grande importance. »*

Les auteurs relèvent aussi qu'*« au stade actuel, une partie des richesses créées par les travailleurs se trouve séparée d'eux ; il y a un prélèvement, une aliénation si l'on veut »*, **qu'***« une partie de l'intelligentsia se trouve en situation relativement conflictuelle avec la classe ouvrière »*, **qu'***« il y a maintien des travailleurs dans la situation de vendeurs de leur force de travail. »*

Mais ces différents aspects ne débouchent que sur la conclusion suivante : *« Certains disent : il y a en URSS des classes, des exploiteurs, des exploités, et une lutte de classe ! Et à partir de là (...) « il faut refaire la révolution ». Ces vues simplistes débouchent sur la conclusion : pour que les choses s'arrangent en URSS, il suffirait de chasser les bureaucrates comme ont été chassés les capitalistes. Ce serait se détourner des véritables problèmes posés. »*

Cette classe, de nombre restreint, dispose d'une mainmise totale sur l'appareil d'État et réussit, ainsi, à s'emparer de la totalité des moyens de production. La méthode adoptée n'est pas celle de la prise directe des moyens de production par des particuliers, mais par l'État. Les dirigeants de l'État, qui ont concentrés entre leurs mains tous les pouvoirs, tant politique qu'économique, accaparent ainsi, non pas individuellement, mais en tant que groupe, toutes les richesses et les mettant à contribution pour servir leurs intérêts de classe.

Sous couvert de « rémunération selon le travail », ils s'emparent en quantités considérables des fruits du labeur des masses ouvrières et paysannes. Ils s'approprient des « salaires » jusqu'à cent fois ce que gagne un ouvrier ou un paysan et jouissent de quantités d'autres avantages. Ils peuvent également transmettre à leurs enfants les avantages attachés au capital et aux privilèges.

Si cette bourgeoisie monopoliste bureaucratique est peu importante en nombre, elle s'appuie sur les nouveaux éléments bourgeois que constituent en particulier les directeurs d'usine, les responsables des kolkhozes, c'est à eux que revient la tâche de soutirer aux ouvriers et paysans le maximum de plus-value. Ils disposent de pouvoirs considérables.

C'est ainsi que les « règlements des entreprises socialistes d'État » stipulent aujourd'hui : *« les droits de gestion des activités de production sont exercées par le directeur (ou par le gérant, ou le chef de service) et par les autres dirigeants de l'entreprise »*. Ainsi le directeur d'une entreprise a le droit de vendre, céder ou louer les moyens de production de l'entreprise, de fixer son contingent de personnel, d'engager ou de licencier du personnel, ainsi que de décider de l'utilisation des divers « fonds de stimulation économique » mis à la disposition des entreprises. Ainsi, dans les faits, et malgré les discours officiels, les dirigeants d'entreprises ou de kolkhozes disposent des moyens de production, et non plus le peuple travailleur.

Représentant le capital bureaucratique, ils ont des privilèges importants et se partagent une partie de la plus-value par le moyen de toute une variété de hauts salaires et primes.

Les cercles intellectuels dirigeants, dans les services culturels, éducatifs, scientifiques et techniques, forment une couche sociale qui se rattache à la bourgeoisie de l'URSS aujourd'hui. Ils contrôlent tous les milieux de la pensée et ont comme rôle d'influencer l'opinion en faveur de la domination et de l'exploitation par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique se sert, également, pour assurer sa domination, et leurrer le peuple soviétique d'une aristocratie ouvrière, composée de chefs d'équipe, de surveillants directs des travailleurs dans les entreprises et les kolkhozes, de responsables syndicaux, de « délégués ouvriers ou paysans ». Ceux-ci se distinguent par le montant de leurs salaires, leur style de vie, leur conception du monde.

Demain : comment est apparue cette bourgeoisie monopoliste bureaucratique ? Le renforcement de l'appareil d'État bourgeois.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal : 3e trimestre 1978